

#SoutienRTFrance : des internautes soutiennent RT France après les menaces de l'UE

écrit par Christine Tasin | 1 mars 2022



RT France, un média menacé par l'UE (image d'illustration).



RT France, un média menacé par l'UE (image d'illustration).

L'Union européenne a annoncé vouloir «interdire» les médias financés par la Russie, parmi lesquels RT et Sputnik. Sur internet, de nombreux défenseurs de la liberté de la presse ont contesté la décision de l'UE et apporté leur soutien à RT France.

Des soutiens avec le hashtag #SoutienRtFrance se sont manifestés sur internet pour [contester la décision de l'Union européenne](#), d'«interdire» sur son sol des médias financés par la Russie RT et Sputnik.

L'ancien patron de Sud radio, [qui a animé une émission pour RT France](#), et actuel membre du Parlement de l'union populaire (structure proche de La France insoumise), Didier Maïsto, fait partie des initiateurs de la démarche : «Je vous propose de retweeter avec ce hashtag : #SoutienRtFrance. Les journalistes de la chaîne sont Français, je les ai côtoyés sur le terrain, notamment au plus fort des Gilets Jaunes : libres, courageux. Ça change des donneurs de leçons qui n'ont jamais fait de terrain. Merci.»

*Je vous propose de retweeter avec ce hashtag
:[#SoutienRtFrance](#)
Les journalistes de la chaîne sont Français, je les ai*

côtoyés sur le terrain, notamment au plus fort des [#GiletsJaunes](#) : libres, courageux. Ça change des donneurs de leçons qui n'ont jamais fait de terrain. Merci ☐ <https://t.co/IQqBRcgU6H>

– Didier Maïsto (@DidierMaïsto) [February 27, 2022](#)

La journaliste Eka Leladz a apporté sur Twitter son soutien «aux journalistes de RT France».

Je porte mon soutien aux journalistes de [@RTenfrançais](#)

– Eka Leladze (@leladze_eka) [February 28, 2022](#)

«Contre cette privation du pluralisme sur nos antennes en France, battez vous pour votre liberté d'expression et celle de nous informer, #SoutienRTFRance», affirme une internaute sur Twitter.

RT n'était pas seulement sur le terrain à l'écoute des revendications des gilets jaunes , c'est aussi un des rares média d'état qui a accompagné et rendu compte très régulièrement du sort et des enjeux cruciaux soulevés par l'affaire Julian Assange», rappelle un autre sur le même réseau social

De même, une internaute a déclaré que les journalistes de RT France «ont toujours été sur le terrain pour les Gilets jaunes». «Eux ne nous ont pas invisibilisés ou craché dessus», ajoute-t-elle.

«Je soutiens d'autant plus RT France que depuis deux ans c'était devenu un des rares médias audiovisuels où on pouvait

trouver une relation fidèle et complète des événements, où les sujets qui dérangent l'oligarchie n'étaient pas éludés», souligne également un utilisateur, toujours sur Twitter.

[[#SoutienRtFrance](#)]

Je suis [#GiletsJaunes](#) et à chaque Acte, à nos côtés, il y avait quelques journalistes indépendants courageux et [#RTFrance](#).

Les émissions que cette chaîne dédiait à notre lutte ont toujours été équitables et respectueuses, même dans les pires moments. Merci. pic.twitter.com/etICVFI6SG

– ☐ Encore fallait-il que je le suse ☐ (@AmarilloLeones) [February 27, 2022](#)

[#SoutienRTFrance](#) ils ont toujours été sur le terrain pour les [#giletsJaunes](#). Eux ne nous ont pas invisibilisé ou craché dessus. <https://t.co/q2HlcZpI1f>

– Marie_Anais ☐☐☐ (@marie_anais_p) [February 27, 2022](#)

Je soutiens d'autant plus RT France que depuis deux ans c'était devenu un des rares médias audiovisuels où on pouvait trouver une relation fidèle et complète des événements, où les sujets qui dérangent l'oligarchie n'étaient pas éludés. [#SoutienRtFrance](#) <https://t.co/MkwoZNV6or>

– Christophe Contreras (64) (@C_d_Hauguernes) [February 27, 2022](#)

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré le 27 février : *«Nous allons interdire dans l'UE la machine médiatique du Kremlin. Les médias d'Etat Russia Today et Sputnik, ainsi que leurs filiales, ne pourront plus diffuser leurs mensonges pour justifier la guerre de Poutine et pour semer la division dans notre Union. Nous développons donc des outils pour interdire leur désinformation toxique et nuisible en Europe.»*

La question de la conformité d'une telle interdiction, au regard en particulier des différentes législations nationales, se pose. Sur quelle base précise un média dont les employés exercent un métier journalistique peut-il être «banni» ? Pour l'avocat de RT France Basile Ader, *«le bannissement d'un média est une notion inconnue du droit, et difficilement compréhensible s'agissant d'un média français qui emploie plus de 100 journalistes français encartés !»*

La présidente de RT France, [Xenia Fedorova](#), a réagi en ces termes à l'annonce européenne : *«La décision de bannir notre chaîne, dans laquelle travaillent 176 salariés, dont plus de 100 journalistes, est une violation de l'Etat de droit et va à l'encontre des principes mêmes de la liberté d'expression. Rien ne peut justifier cette censure.»*

<https://français.rt.com/france/96535-soutienrtfrance-internautes-defendent-rt-france-menaces-ue>